

<< L'agriculture est le secteur le plus vulnérable au changement climatique >>



Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, directrice de recherche au CEA et membre du Haut conseil pour le climat.

Vincent MICHEL / Archives Ouest-France

Climat. Paléoclimatologue et membre du Haut conseil pour le climat, Valérie Masson-Delmotte revient sur l'urgence de l'adaptation en Bretagne.

Recueillis par Garan Lintanf

Entretien : Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, directrice de recherche au CEA (1) et membre du Haut conseil pour le climat (en conférence du mardi, à Trébeurden, complet).

Vous avez travaillé sur la canicule de la dernière quinzaine de juin avec vos collègues de l'institut Simon-Laplace. Qu'est-ce que vous pouvez nous en dire ?

Sur les douze jours de canicule en juin, un tel événement a une probabilité infime de se produire dans un climat non perturbé par nos activités. Cette probabilité a été multipliée par 200. On estime que l'épisode a été rendu 2,5 °G plus intense par le réchauffement. Il y a une configuration météo rare (le blocage) qui devient plus fréquente en Europe, et le réchauffement planétaire qui dope l'évènement. C'est ce qui fait qu'on atteint des intensités record.

En Bretagne, beaucoup de communes du littoral sont concernées par le changement climatique. Quels sont les risques ?

Le rythme de montée du niveau de la mer a accéléré depuis le XX^e siècle : on en est à peu près à 4 mm par an, contre 2 mm par an au siècle dernier. C'est un sujet qui concerne des communes de la côte de Granit rose, comme Trégastel ou Trébeurden : érosion du bord de mer, fortes pluies, etc. En France, pour 1,4 degré de réchauffement mondial, on est à 2,2 degrés en moyenne annuelle, et 2,7 degrés en été.

On a vu récemment les premières conséquences des fortes chaleurs sur les vendanges. Quelles sont les conséquences sur le monde agricole ?

C'est le secteur le plus vulnérable au changement climatique. On le voit avec la mortalité des animaux d'élevage, les baisses de production des maraîchers. On est début août, et on gère déjà une pénurie d'eau en Bretagne. Les prochains mois ne vont pas être simples. Les chocs sur la production alimentaire touchent d'abord les producteurs, en première ligne, pour lesquels les lois d'urgence agricole ne répondent pas vraiment à cette urgence économique.

Quelles sont les solutions existantes ?

Il y a un modèle d'agroforesterie, classique dans le nord de la France, avec des haies, de l'ombrage : c'est un modèle extensif, mais qui a besoin d'eau. L'autre modèle est très intensif et technologique, avec des bâtiments ventilés et climatisés, qui demandent énormément d'emprunts. C'est un modèle économique compliqué, car très dépendant des intérêts des marchés financiers, et qui pose aussi la difficulté de concentrer des effluents à traiter. Les modèles traditionnels agroforestiers permettent de mieux les gérer, en les utilisant comme fertilisants, et de dépendre moins des engrais azotés importés. Aujourd'hui, on a une hyperspécialisation de chaque région : la Bretagne en est un exemple.

Qu'est-ce qui nous attend en 2050 ?

Le climat de 2050 va venir très vite, il faut l'anticiper maintenant : sobriété en eau, chaleurs plus élevées, conditions propices aux incendies, pluies plus extrêmes. J'ai vu, par exemple en Normandie, un énorme travail d'acculturation des élus du littoral sur la montée du niveau des mers, comme pour le Haut conseil breton pour le climat. Il y a une vraie prise de conscience des enjeux. Ce qu'on peut faire, c'est penser autrement.

Et pour les questions de tourisme ?

La Bretagne est perçue comme un refuge par certains, ce qui la rend attractive pour les résidences secondaires. Mais la gestion de l'eau reste un énorme enjeu. A Rennes, par exemple, on commence à encadrer la taille des piscines. Dans certaines régions du sud de la France, où les tensions sur l'eau sont fortes, des limites sont posées sur le nombre de piscines et de nouveaux logements construits, au motif qu'on ne peut pas approvisionner en eau plus de personnes que ce qui est déjà là.

(1) Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives.